

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 03/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES ET BETONS BRONZO PERASSO (CBBP)**

Chemin du Vallon de Toulouse  
BP 538  
13422 MARSEILLE Cedex 10  
13010 Marseille

Références : D-2026-0146  
Code AIOT : 0006401297

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement CARRIERES ET BETONS BRONZO PERASSO (CBBP) implanté Vallon de l'Escargot RTE DE ROQUEVAIRE 13400 Aubagne. L'inspection a été annoncée le 27/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action coup de poing qui cible les installations de production de béton prêt à l'emploi, relevant de la rubrique 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Cette action, menée à l'échelle du département, consiste à vérifier un échantillon représentatif de sites afin d'évaluer leur niveau de conformité aux prescriptions réglementaires applicables.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ET BETONS BRONZO PERASSO (CBBP)
- Vallon de l'Escargot RTE DE ROQUEVAIRE 13400 Aubagne
- Code AIOT : 0006401297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral de 2009 pour 30 ans et 1,6 Mt/an max.

Présence sur cette carrière d'une centrale à béton.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 5.11	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Code de l'environnement du 15/01/2026, article R512-47	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 1.4	Sans objet
3	Implantation – aménagement	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 2.8	Sans objet
4	Eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 5.3	Sans objet
6	Valeurs limites et conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 6.2.1	Sans objet
7	Air – odeurs	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 6.3	Sans objet
8	Bruit et vibrations	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 8.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La centrale à béton du site est bien déclarée, le cadre réglementaire s'appliquant à cette installation est suivi et respecté en majeure partie.

Concernant la surveillance des eaux résiduelles rejetées au milieu naturel, il est rappelé à l'exploitant qu'un suivi semestriel doit être réalisé par un organisme agréé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation Administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/01/2026, article R512-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement de l'ICPE suivant nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. II. - Les informations à fournir par le déclarant sont : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant ; 2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ; 3° La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ; 4° Si l'installation figure sur les listes mentionnées au III de l'article L. 414-4, une évaluation des incidences Natura 2000 ; 5° Le cas échéant, la mention des demandes d'autorisation ou des déclarations déjà déposées pour l'installation au titre d'une autre législation, avec la date de dépôt et la mention de l'autorité compétente, ou des demandes d'autorisation ou déclarations que le déclarant envisage de déposer pour cette même installation avec la mention de l'autorité compétente. III. - Le déclarant produit : - un plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ; - un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et, au besoin, de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés. L'échelle peut être réduite au 1/1 000 pour rendre visibles les éléments mentionnés ci-dessus. IV. - Le mode et les conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduelles et des émanations de toute nature ainsi que de gestion des déchets de l'exploitation sont précisés. La déclaration mentionne, en outre, les dispositions prévues en cas de sinistre. V. - Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration et les conditions dans lesquelles cette déclaration et les documents mentionnés au présent article sont transmis par voie électronique.  <b>Constats :</b>  L'installation "centrale à béton" a bien été déclarée lors de l'obtention de l'autorisation ICPE du site. L'arrêté préfectoral du 5 octobre 2009 mentionne la rubrique 2515-1 antérieure à la rubrique 2518 créée par le Décret n° 2011-842 du 15 juillet 2011. L'exploitant a bien adressé à la Préfecture une déclaration de bénéfice des droits acquis (antériorité) en 2012 suite à l'évolution réglementaire, un récépissé de déclaration a été montré à l'Inspection. La lettre préfectorale

mentionne bien un régime déclaratif (2518-b), la capacité de malaxage déclarée étant inférieure ou égale à 3 m<sup>3</sup>.

La capacité de malaxage a été vérifiée et mesurée sur place le jour de la visite. Les dimensions relevées sont : 1.74 m x 0.6 m x 2.2 m = 2.29 m<sup>3</sup>, ce qui confirme le régime "déclaration".

L'installation n'a pas été modifiée depuis son origine, ni son emplacement, ni sa capacité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Dispositions générales

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 1.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Dossier de l'installation classée

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de déclaration ;
- les plans tenus à jour ;
- le récépissé de déclaration et les prescriptions générales ;
- les éventuels arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées. Il établit par ailleurs un dossier d'exploitation comportant les documents suivants :
  - les résultats des mesures, contrôles et vérifications, réalisés au cours des trois dernières années et prévus par le présent arrêté, à l'exception des documents visés aux points 5-11 (Rejets eaux) et 8-4 (Émissions sonores) ;
  - les documents prévus aux points 3-5 (Plan des stockages de produits dangereux), 4-1 (Protection individuelle en cas de sinistre), 4-6 (Consignes de sécurité), 5-3 (Prélèvement d'eau), 5-4 (Consommation d'eau), à l'exception des documents visés au point 7-5 (Documents justificatifs de l'élimination des déchets).

Ces dossiers, qui peuvent être informatisés, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Constats :**

Le jour de la visite, l'Inspection a pu sonder par échantillonnage le contenu des dossiers tenus par l'exploitant.

Il a été constaté notamment que l'exploitant a bien procédé au contrôle annuel de ses installations électriques pour les années 2023, 2024 et 2025. Le contrôle annuel de 2025 pointe cinq actions correctives à mettre en place.

En termes de sécurité incendie, le registre de formation des "Équipier Première Intervention (EPI)" a été vérifié. Entre 2024 et 2025, 22 salariés sur 35 ont reçu cette formation permettant de renouveler les connaissances nécessaires à une action de premier niveau.

Les moyens de lutte contre l'incendie (notamment 133 extincteurs) ont été vérifiés en octobre 2025, aucune non conformité n'est à noter.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie à l'Inspection que les cinq actions correctives ont bien été mises en place suite au dernier contrôle de vérification des installations électriques, réalisé en 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Implantation – aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention des aires et locaux de travail
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des adjuvants et matières dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5-9 et au titre 7.
<b>Constats :</b>  Il a été vérifié sur place que la zone alentour à la centrale béton où sont utilisés les adjuvants est bien étanche. Les eaux de lavage sont récupérées, le sol surélevé est délimité ce qui permet de recueillir les eaux ruisselantes dans des bassins où elles décantent. L'eau, moins chargée, est ensuite filtrée par des filtre-presses, visualisés lors de l'inspection, ce qui permet de réutiliser l'eau dans le process.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées une fois par mois quelque soit le débit prélevé. Ce relevé est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service en charge de la police de l'eau. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif anti-retour, évitant en toutes circonstances le retour d'eau éventuellement polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
<b>Constats :</b>

L'eau est prélevée dans une nappe phréatique. Un compteur se trouve au niveau de ce point de prélèvement. L'exploitant tient à jour un registre de suivi du compteur, un relevé mensuel est bien réalisé.

Pour l'année 2025, il est à noter un prélèvement sur la nappe de 30 124 m<sup>3</sup>(à l'échelle globale du site, toutes activités confondues) dont 7 769 m<sup>3</sup>pour la centrale à béton et 8 000 m<sup>3</sup> d'eau réutilisée (eaux de lavage).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 5.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

##### **Prescription contrôlée :**

Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5-7 est effectuée, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, selon les modalités suivantes :

##### **PARAMÈTRES**

Température pH Matières en suspension totales Chrome Chrome hexavalent Hydrocarbures totaux

##### **FRÉQUENCE**

Pour les effluents raccordés

La fréquence des prélèvements et analyses est annuelle.

Si, à l'issue de deux campagnes annuelles de mesures consécutives, les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs prévues au point 5-7, les prélèvements et analyses sont effectuées au moins tous les trois ans (contrôle trisannuel). Si pour un des paramètres ci-contre, le résultat de l'analyse est supérieur ou égal à la valeur limite autorisée, la fréquence des prélèvements et analyses pour ce paramètre est de nouveau annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Si rejets dans le milieu naturel

La fréquence des prélèvements et analyses est semestrielle.

Si, à l'issue de deux campagnes semestrielles de mesures consécutives, les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs prévues au point 5-7, les prélèvements et analyses sont effectuées au moins tous les trois ans (contrôle trisannuel).

Si pour un des paramètres ci-contre, le résultat de l'analyse est supérieur ou égal à la valeur limite autorisée, la fréquence des prélèvements et analyses pour ce paramètre est de nouveau semestrielle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux

et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Nonobstant les dispositions du point 1-4, les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a fourni à l'Inspection un seul bulletin d'analyses concernant le point de rejet du bassin de décantation en milieu naturel pour l'année 2025. Le prélèvement date du 22/10/2025. Le PH est de 8,8, supérieur à la VLE de 8,5 mentionnée dans l'arrêté préfectoral, de même pour les MEST, avec une concentration de 85 mg/l, la VLE de 35 mg/l est dépassée.

Le chrome hexavalent n'est pas mesuré.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Concernant l'analyse des eaux réalisée en 2025, l'exploitant justifiera des dépassements obtenus sur les paramètres PH et MEST, et précisera les actions correctives mises en place.

**L'Inspection rappelle que la fréquence de contrôle est semestrielle.** Aussi, l'exploitant justifiera pour l'année 2026 la programmation des deux campagnes de mesures par un organisme agréé. Les analyses doivent porter sur l'ensemble des paramètres suivants:

- Température
- pH
- Matières en suspension totales
- Chrome
- Chrome hexavalent
- Hydrocarbures totaux

L'exploitant transmettra à l'Inspection dès réception les résultats des campagnes réalisées pour l'année 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Valeurs limites et conditions de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 6.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Poussières

**Prescription contrôlée :**

Les équipements de dépoussiérage sont correctement entretenus. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont vérifiés périodiquement.

**Constats :**

L'exploitant évoque la présence de filtres anti-poussières en haut des silos qui contiennent les granulats (5 silos de 15 mètres de haut) et que le tapis convoyeur est capoté.



Les filtres sont vérifiés et entretenus de manière hebdomadaire, comme les autres équipements de la centrale à béton. L'exploitant a fourni une procédure d'entretien évoquant le contrôle des filtres et a justifié le remplacement de 5 filtres le 03/09/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Air – odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure une surveillance des retombées des poussières. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Une campagne de mesure de retombées de poussières est réalisée une fois tous les deux ans, en période correspondant à la plus faible hygrométrie annuelle. Pour les nouvelles installations, la première campagne de mesures est réalisée dans les douze mois suivant la mise en service.
<b>Constats :</b>  Le suivi des retombées de poussières est réalisé à une fréquence trimestrielle. Cette fréquence a été imposée par un arrêté complémentaire pris en 2021 pour l'ensemble du site.  L'exploitant a bien fourni 4 rapports pour l'année 2025. Aucun dépassement de la valeur de 350 mg/m <sup>2</sup> /j mentionnée dans l'arrêté complémentaire en 2021 n'est à noter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Bruit et vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article Annexe Point n° 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant de contrôler la limite de niveau de bruit fixée en limite de propriété et d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les installations dont la capacité de malaxage est inférieure ou égale à 2,9 m<sup>3</sup> : au moins tous les trois ans ;</li> <li>- pour les autres installations de fabrication de béton prêt à l'emploi :</li> <li>- la fréquence des mesures est au minimum annuelle ;</li> <li>- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, les mesures sont réalisées au minimum une fois tous les trois ans ;</li> <li>- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des</li> </ul>

mesures est de nouveau au minimum annuelle.

Pour les nouvelles installations, et quelle que soit la capacité de malaxage, la première campagne de mesures est réalisée dans les six mois suivant la mise en service. Nonobstant les dispositions du point 1-4, les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a établi un suivi des nuisances sonores générées par ses installations. Le dernier rapport date du 9 décembre 2025.

Les résultats observés pour les mesures de niveaux de bruit sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite